



Monsieur Stéphane SÉJOURNÉ

Vice-Président exécutif à la Prospérité et la Stratégie Industrielle
Commission européenne, rue de la Loi 200, 1040 Bruxelles

Monsieur Roland LESCURE

Ministre de l'Économie, des Finances
et de la Souveraineté industrielle, énergétique et numérique
Ministères économiques et financiers
Télédoc 151
139 rue de Bercy
75572 Paris Cedex 12

Amiens, le mercredi 20 mai 2026,

Objet : Urgence industrielle et financière pour le site Eurolysine d'Amiens – Appel à l'action de l'Union européenne et de l'État pour notre souveraineté

Monsieur le Vice-Président exécutif,
Monsieur le Ministre,

Nous souhaitons attirer votre attention de toute urgence sur la situation critique de l'usine Eurolysine, implantée à Amiens. Ce site est le seul et unique producteur européen d'acides aminés de fermentation, une activité vitale et stratégique pour la souveraineté alimentaire et industrielle de l'ensemble de notre continent.

Sauvée grâce à l'instauration par la Commission européenne de droits de douane anti-dumping, l'usine, qui fait vivre 350 familles sur le bassin amiénois, fait de nouveau face à une concurrence déloyale de la Chine qui menace sa pérennité.

Dès l'instauration des droits de douane définitifs, les exportateurs chinois ont immédiatement contourné ces mesures en ajustant agressivement leurs tarifs, vendant leur production à perte et provoquant une baisse artificielle des prix sur le marché européen. Cette absorption des mesures anti-dumping asphyxie financièrement notre dernière capacité de production sur le continent alors même que depuis la reprise par le groupe Avril, les objectifs de production sont pleinement atteints.

Eurolysine enregistre des pertes d'exploitation continues depuis plus de 12 mois. Cette situation n'est pas tenable à long terme. Face à cette course contre la montre, nous portons devant vous deux exigences majeures :

À l'échelle européenne, nous demandons l'application immédiate de mesures conservatoires provisoires.

Nous saluons l'ouverture par la Commission européenne, le 30 avril dernier, d'une enquête anti-absorption concernant la lysine. Parce que des droits de douane préexistants ont été bafoués, cette procédure doit bénéficier d'un traitement accéléré pour réévaluer les taxes à hauteur de 80 %, seuil indispensable pour neutraliser la concurrence déloyale. Néanmoins, le temps de l'industrie n'est pas celui des procédures administratives. Chaque jour qui passe rapproche le site du point de rupture. **Nous demandons instamment la mise en place de droits de douane provisoires et conservatoires à hauteur de 80 % le temps de l'enquête.**

À l'échelle nationale, nous demandons le soutien financier de l'État face au retrait de la BPI.

Pour traverser les prochains mois, Eurolysine a un besoin impératif de recapitalisation. Le refus de la Banque Publique d'Investissement - actionnaire à hauteur de 45% de l'usine - de réinvestir au capital est un signal préoccupant à l'heure où le plan Made in Europe et les discours sur la réindustrialisation de la France sont au cœur des priorités nationales. **Nous demandons solennellement à l'État de pallier le désengagement de la BPI en investissant directement au capital d'Eurolysine aux côtés du groupe Avril.** L'actionnaire industriel ne peut pas porter seul le poids financier de la souveraineté de notre pays et de l'Europe.

Monsieur le Commissaire, Monsieur le Ministre, laisser s'effondrer Eurolysine reviendrait à offrir à la Chine le monopole absolu des acides aminés essentiels à notre élevage et à notre chaîne alimentaire, et renier un modèle vertueux d'industrie verte et locale. Ce serait une faute stratégique majeure.

Le territoire amiénois et ses élus sont unis derrière leur usine. Nous comptons sur votre action immédiate, ferme et coordonnée pour permettre à Eurolysine de perdurer.

Dans l'attente de votre réponse et de votre mobilisation que nous espérons rapides, nous vous prions d'agréer, Monsieur le Vice-président exécutif, Monsieur le Ministre, l'expression de notre haute considération.

Frédéric Fauvet
Maire d'Amiens
Président d'Amiens Métropole



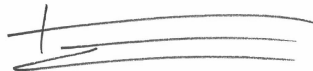
Rémi Cardon
Sénateur de la Somme



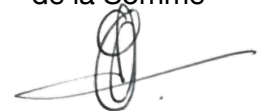
Chloé Ridel
Députée européenne



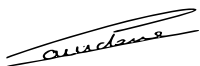
Xavier Bertrand
Président du Conseil régional
des Hauts-de-France



Christelle Hiver
Présidente du Conseil départemental
de la Somme



Zahia Hamdane
Députée de la Somme



François Ruffin
Député de la Somme



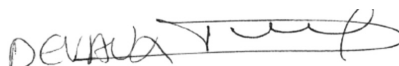
Zohra Darras
Conseillère départementale du
canton Amiens-2



Stéphane Demilly
Sénateur de la Somme



Valérie Devaux
Députée européenne



Laurent Somon
Sénateur de la Somme



Eric Sargiacomo
Député européen

